



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GUYANE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°R03-2020-107

PUBLIÉ LE 5 JUIN 2020

Sommaire

DGSRC

R03-2020-06-05-001 - Arrêté portant création d'une zone de confinement

"Stop-COVID-19" sur le territoire de la commune de Rémire-Montjoly (3 pages)

Page 3

DGSRC

R03-2020-06-05-001

Arrêté portant création d'une zone de confinement
"Stop-COVID-19" sur le territoire de la commune de
Rémire-Montjoly



Arrêté n°
portant création d'une zone de confinement « Stop-COVID-19 »
sur le territoire de la commune de Rémire-Montjoly

Le préfet de la région Guyane
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le règlement sanitaire international ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2212-1, L2212-2 et L2215-1 ;

Vu le code pénal ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19 ;

Vu la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

Vu l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 modifiée relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 10 juillet 2019 nommant Monsieur Marc DEL GRANDE, Préfet de la région Guyane, Préfet de la Guyane ;

Vu le décret n°2020-663 du 31 mai 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 57 et son annexe 2 ;

Vu l'urgence ;

Considérant les circonstances exceptionnelles découlant de l'état de la menace sanitaire liée à la pandémie de COVID-19 en cours et la nécessité qui s'attache à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou favoriser les risques de contagion ;

Considérant que l'amélioration de la situation sanitaire au niveau national a conduit le Gouvernement à entamer, depuis le 11 mai 2020, un processus de « déconfinement » progressif de l'ensemble du territoire français, permettant d'assouplir certaines mesures de restrictions à la liberté de circulation et à la liberté d'aller et de venir mises en place dès le 13 mars 2020 ;

Considérant toutefois qu'une vigilance particulière doit être apportée sur le territoire guyanais qui, conformément à l'annexe 2 du décret du 31 mai 2020 modifié précité, est classé en « zone orange » au regard de sa situation sanitaire ;

Considérant que l'épidémie connaît en effet en Guyane un décalage avec la métropole ; que si la Guyane n'est ainsi passée au stade 2 de l'épidémie que le 4 avril 2020, le virus circule désormais sur le territoire ; que les cas de contaminations ont été multipliés par plus de 3,8 entre le 11 mai 2020 et le 4 juin 2020 ; qu'à la date du 4 juin 2020, la Guyane recense 556 cas de contaminations avérés ;

Considérant qu'en application de l'article 57 du décret du 31 mai 2020 précité, le représentant de l'État dans le département est habilité à adopter des mesures plus restrictives en matière de déplacement des personnes lorsque l'évolution de la situation sanitaire le justifie et aux seules fins de lutter contre la propagation du virus ; qu'il appartient en outre à l'autorité de police administrative, dans l'intérêt de la santé publique, de prendre des mesures appropriées afin de prévenir et de limiter les conséquences des menaces possibles sur la santé de la population ;

Considérant qu'il ressort des informations transmises par la direction générale de l'agence régionale de santé de Guyane qu'un nouveau foyer épidémique a été détecté dans un quartier nommé « Cité Arc-en-Ciel », situé sur la commune de Rémire-Montjoly ; que le nombre de cas recensés dans ce quartier est passé de 0 à 17 cas en dix jours et s'élève à 29 cas avérés à la date du 5 juin 2020 ;

Considérant que la recherche par la direction générale de l'agence régionale de santé de Guyane des circuits de contamination des derniers cas détectés, notamment sur l'Île de Cayenne, permet d'établir que plusieurs d'entre eux ont été en lien avec des personnes résidant dans le quartier nommé « Cité Arc-en-Ciel » ;

Considérant que seules des mesures plus restrictives de la liberté de circulation et de la liberté d'aller et de venir sont de nature à freiner la propagation du virus COVID-19 sur le territoire de la commune de Rémire-Montjoly et à limiter les contaminations au sein de la population guyanaise ;

Considérant la réunion organisée le jeudi 4 juin 2020 à la mairie de Rémire-Montjoly et la demande formulée par le maire de la commune ;

Sur proposition de Monsieur le Sous-préfet, directeur général de la sécurité, de la réglementation et des contrôles ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Il est créé une zone de confinement dite « Stop-COVID-19 », située sur le territoire de la commune de Rémire-Montjoly et délimitée par l'avenue Morne Coco, la rue Amandier, la rue Grand Thym et la rue Passiflore.

Article 2 : Dans la zone définie à l'article 1er, tout déplacement de personne est interdit, à l'exception des déplacements pour les motifs suivants et en évitant tout regroupement de personnes :

1° trajets entre le lieu de la résidence et le ou les lieux d'exercice de l'activité professionnelle et déplacements professionnels insusceptibles d'être différés ;

2° déplacements pour effectuer des achats de fournitures nécessaires à l'activité professionnelle et des achats de première nécessité ;

3° déplacements pour motifs de santé à l'exception des consultations et soins pouvant être assurés à distance et, sauf pour les patients atteints d'une affection de longue durée, de ceux qui peuvent être différés ;

4° déplacements pour motif familial impérieux, pour l'assistance des personnes vulnérables et pour la garde d'enfants ;

5° déplacements brefs, dans la limite d'une heure quotidienne et dans un rayon maximal d'un kilomètre autour du domicile, liés soit à l'activité physique individuelle des personnes, à l'exclusion de toute pratique sportive collective et de toute proximité avec d'autres personnes, soit à la promenade avec les seules personnes regroupées dans un même domicile, soit aux besoins des animaux de compagnie ;

6° déplacements résultant d'une obligation de présentation aux services de police ou de gendarmerie nationales ou à tout autre service ou professionnel, imposée par l'autorité de police administrative ou l'autorité judiciaire ;

7° déplacements résultant d'une convocation émanant d'une juridiction administrative ou de l'autorité judiciaire ;

8° déplacements aux seules fins de participer à des missions d'intérêt général sur demande de l'autorité administrative et dans les conditions qu'elle précise ou pour se rendre à des examens ou des concours.

Article 3 : Par dérogation à l'article 2, tout déplacement est interdit entre 21h00 et 5h00 dans la zone définie à l'article 1^{er}, à l'exception des déplacements pour les motifs suivants et en évitant tout regroupement de personnes :

1° trajets entre le lieu de résidence et le ou les lieux d'exercice de l'activité professionnelle et déplacements professionnels insusceptibles d'être différés, y compris les livraisons de fret ;

2° déplacements pour motifs de santé à l'exception des consultations et soins pouvant être assurés à distance et, sauf pour les patients atteints d'une affection de longue durée, de ceux qui peuvent être différés ;

3° déplacements pour motifs familiaux impérieux, pour l'assistance des personnes vulnérables et pour la garde d'enfants ;

4° déplacements aux seuls fins de participer à des missions d'intérêt général sur demande de l'autorité administrative et dans les conditions qu'elle précise.

Article 4 : Toute personne effectuant un déplacement dans le cadre des exceptions énumérées aux articles 2 et 3 est munie d'une attestation précisant le motif dudit déplacement et, le cas échéant, d'un document lui permettant de justifier que le déplacement considéré entre dans le champ de l'une de ces exceptions.

Article 5 : Les forces de sécurité intérieure, les forces armées, les services d'urgence, les personnels et véhicules du service départemental d'incendie et de secours, des professionnels de santé médicaux et paramédicaux dûment identifiés, le maire de Rémire-Montjoly ainsi que les agents de police municipale et les véhicules d'intervention des organismes chargés du maintien des services publics indispensables ne sont pas concernés par les dispositions des articles 2 à 4.

Article 6 : Le service de la police municipale de Rémire-Montjoly assure, sous l'autorité du maire de la commune, le contrôle du respect des dispositions du présent arrêté, avec l'appui de patrouilles de la gendarmerie nationale.

Article 7 : La violation des dispositions du présent arrêté est passible des sanctions prévues à l'article L3136-1 du code de la santé publique.

Article 8 : Le présent arrêté peut être contesté selon les voies et délais de recours mentionnés ci-dessous¹.

Article 9 : Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature et est valable jusqu'à ce que la situation sanitaire permette d'établir, après avis de la directrice générale de l'agence régionale de santé de Guyane, la résorption du foyer épidémique situé dans la zone définie à l'article 1^{er}.

Article 10 : Le sous-préfet, directeur général de la sécurité, de la réglementation et des contrôles, la directrice générale de l'agence régionale de santé de Guyane, le maire de la commune de Rémire-Montjoly et le général commandant la gendarmerie de Guyane sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Guyane et dont une copie sera adressée au Président de la Collectivité territoriale de Guyane.

Cayenne, le 05 JUIN 2020

Le préfet

Marc DEL GRANDE

¹Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs des services de l'État en Guyane, d'un recours administratif :

- par recours gracieux adressé à Monsieur le Préfet de la région Guyane – Direction générale de la sécurité, de la réglementation et des contrôles (DGSRC/DOPS/SRPA) - CS 57008 – 97307 Cayenne cedex ;
- par recours hiérarchique adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur - Direction des libertés publiques et des affaires juridiques, Place Beauvau – 75800 Paris cedex 08.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux adressé auprès du tribunal administratif de Cayenne, 7 rue Schœlcher – 97300 Cayenne. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du deuxième mois suivant la date de publication du présent arrêté (ou du deuxième mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Tél : 05 94 39 45 31 - Mèl : police-administrative@guyane.pref.gouv.fr - Services de l'État en Guyane – DGSRC/DOPS/SRPA – CS 57008 – 97307 CAYENNE cedex